



Assemblée générale

Distr. générale
1^{er} avril 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 136 de l'ordre du jour

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Kavoy Anthony **Ashley** (Jamaïque)

I. Introduction

1. Les recommandations que la Cinquième Commission a déjà présentées à l'Assemblée générale au titre du point 136 de l'ordre du jour figurent dans le rapport de la Commission publié sous la cote [A/76/634](#).
2. La Cinquième Commission a repris l'examen de la question durant la première partie de la reprise de sa soixante-seizième session, tenue à la fois en présentiel et par visioconférence en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). La Commission a repris en présentiel l'examen de la question à ses 11^e et 12^e séances, les 9 et 31 mars 2022. Les déclarations et observations faites au cours des débats tenus en présentiel sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants¹.
3. Pour la poursuite de l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

Renforcement de l'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Onzième rapport du Secrétaire général sur l'application du principe de responsabilité : renforcement de l'application du principe de responsabilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ([A/76/644](#))

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la question ([A/76/728](#))

¹ [A/C.5/76/SR.11](#) et [A/C.5/76/SR.12](#).



Activités de la chaîne d’approvisionnement au Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général sur les activités de la chaîne d’approvisionnement au Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies ([A/76/613](#))

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la question ([A/76/722](#))

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l’audit de l’application des restrictions limitant l’acceptation d’un emploi par un ancien fonctionnaire ayant participé aux activités d’achat ([A/76/139](#))

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l’audit de la planification de la demande et de l’approvisionnement dans les opérations de paix ([A/76/595](#))

Note du Secrétaire général appelant l’attention sur le rapport du Corps commun d’inspection intitulé « Examen des pratiques récentes des entités des Nations Unies en matière d’externalisation de services à des prestataires privés » ([JIU/REP/2019/9](#)) ([A/75/551](#))

Note du Secrétaire général transmettant ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le rapport du Corps commun d’inspection intitulé « Examen des pratiques récentes des entités des Nations Unies en matière d’externalisation de services à des prestataires privés » ([A/75/551/Add.1](#))

Proposition pour l’établissement d’un règlement financier pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés proposant la mise en place d’un règlement financier spécifique à son organisation ([A/76/635](#))

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la question ([A/76/729](#))

II. Examen du projet de décision [A/C.5/76/L.28](#)

4. À sa 12^e séance, le 31 mars, la Commission était saisie d’un projet de décision intitulé « Questions dont l’examen est reporté à une date ultérieure » ([A/C.5/76/L.28](#)), déposé par son président.

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de décision [A/C.5/76/L.28](#) sans le mettre aux voix (voir par. 6).

III. Recommandation de la Cinquième Commission

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Questions dont l'examen est reporté à une date ultérieure

A

L'Assemblée générale décide de reporter à la deuxième partie de la reprise de sa soixante-seizième session l'examen des documents suivants :

Point 140

Amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation financière de l'Organisation des Nations Unies¹

Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²

B

L'Assemblée générale décide de reporter à la première partie de la reprise de sa soixante-dix-septième session l'examen des documents suivants :

Point 136

Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies

Activités de la chaîne d'approvisionnement au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général sur les activités de la chaîne d'approvisionnement au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies³

Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit de l'application des restrictions limitant l'acceptation d'un emploi par un ancien fonctionnaire ayant participé aux activités d'achat⁵

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit de la planification de la demande et de l'approvisionnement dans les opérations de paix⁶

Point 144

Corps commun d'inspection

Note du Secrétaire général appelant l'attention sur le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Examen des pratiques récentes des entités des

¹ [A/76/429](#).

² [A/76/7/Add.29](#).

³ [A/76/613](#).

⁴ [A/76/722](#).

⁵ [A/76/139](#).

⁶ [A/76/595](#).

Nations Unies en matière d'externalisation de services à des prestataires privés »⁷

Note du Secrétaire général transmettant ses observations et celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination sur le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Examen des pratiques récentes des entités des Nations Unies en matière d'externalisation de services à des prestataires privés »⁸

⁷ [A/75/551](#).

⁸ [A/75/551/Add.1](#).